

Les députés ont insisté sur l'importance de remédier au manque d'équilibre hommes-femmes au sein du collège des juges tout en prenant acte du fait que les efforts en matière d'égalité des chances sont de plus en plus visibles au niveau administratif, avec une proportion de femmes s'élevant à 41 % dans l'encadrement intermédiaire et à 40 % dans l'encadrement supérieur.

Notant avec inquiétude le nombre élevé de cas d'épuisement professionnel signalés ces dernières années au sein de la CJUE, les députés ont exhorté la CJUE à surveiller de près l'efficacité des mesures nouvellement introduites pour faire face à l'augmentation de la charge de travail et à faire des efforts plus substantiels pour prévenir l'épuisement professionnel.

Éthique et politique d'intégrité

Le Parlement a noté qu'un cas présumé de harcèlement a été signalé en 2019 et qu'il a été conclu que les faits allégués ne constituaient pas un harcèlement au sens de l'article 12 bis du statut. Il a salué le fait que les règles et procédures visant à lutter contre le harcèlement sont publiées sur l'intranet de la CJUE matière en matière d'alerte éthique adoptées en 2017.

Les députés se sont félicités de la formation intitulée «Règles de bonne conduite » et de la création de la cellule «Égalité des chances et diversité» au sein de la direction des ressources humaines et de l'administration du personnel.

Rappelant que la dernière révision du code de conduite des membres du personnel est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2017, les députés ont réaffirmé la nécessité de dispositions détaillées concernant des questions telles que les conflits d'intérêts, les activités extérieures, les activités professionnelles après la cessation des fonctions et l'emploi rémunéré des conjoints.

Communication

L'un des principaux points des activités de communication de la CJUE en 2019 a été l'utilisation accrue des médias sociaux propriétaires afin d'assurer une plus grande diffusion de ses informations. Les députés ont invité la CJUE à être présente sur les réseaux sociaux gratuits pour améliorer ainsi la transparence et élargir son audience. Ils ont également souligné le développement de la collaboration avec les magistrats nationaux, dont 2.824 ont été reçus à la Cour pour des séminaires, formations, visites ou stages en 2019, contre 2.292 en 2018.

Enfin, le Parlement s'est félicité du fait que la CJUE a toujours pleinement coopéré avec l'OLAF et qu'elle s'engage à poursuivre cette bonne coopération.